



Pour le retrait de la réforme, toutes et tous mobilisé.es et déterminé.es!

Avec plus de 250 manifestations partout en France, des grandes villes jusqu'aux plus petites, avec plus de 2,8 millions de personnes dans les rues et 35 000 à Montpellier, 12 000 Béziers et 4000 à Sète, les ravailleurs.es disent aussi qu'ils ne négocieront pas le départ en retraite à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations à 43 ans. Les travailleurs.es ne négocieront pas 2 ans de plus pour une pension de plus en plus faible et un avenir maussade pour eux et leurs enfants !!

Les questions de justice sociale, de reconnaissance du travail sont au cœur des luttes : « La réponse publique à la crise du coronavirus a provoqué la hausse la plus importante jamais enregistrée de fortune des milliardaires. En France les milliardaires ont ainsi gagné près de 220 milliards d'euros entre mars 2020 et mars 2021 » (rapport Oxfam) et un nouveau record de distribution de dividendes des entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires a été diffusé.

C'est insupportable pour des millions de citoyens, la répartition des richesses produites est tellement injuste et inégalitaire qu'on ne se laissera pas imposer une réforme tellement injuste, brutale et antisociale !

Entendre la rue et le peuple, retirer ce projet est la seule voie possible !!

La journée du 19 janvier qui atteignait déjà des records de mobilisation dans notre pays s'est confirmée et amplifiée les 31 janvier et 7 février.

L'opposition à la réforme des retraites est largement majoritaire dans toutes les catégories de salariés et dans l'opinion publique, la jeunesse a envahi massivement les cortèges, des lycéens aux étudiants. Combien faudra-t-il de démonstrations ? La détermination est forte et ne fera que s'amplifier, c'est certain.

L'Union Locale CGT de Ganges et sa région, appelle à la grève et à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales dans les entreprises.

Nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestation :

SAMEDI 11 FEVRIER MANIFESTATION A GANGES 13H DEVANT LA MAIRIE - 12H GRILLADE MILITANTE

Je prends contact pour me syndiquer à la CGT:

Nom:Prénom :

Adresse : CP.....

Tel : Mail :

Bulletin à renvoyer : ulcgtganges@gmail.com / 0613704773

Union Locale CGT De Ganges et sa Région 1, Place du 8 Mai 1945 - 34190 Ganges



Le gouvernement et les parlementaires ne peuvent pas être sourds à cette mobilisation puissante

Avec près de 2 millions de manifestants, ce 7 février a confirmé, s'il était encore nécessaire, la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement.

Depuis le 19 janvier, des millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, de plus en plus exaspérés de ne pas être entendus par le Gouvernement, se sont mobilisé.e.s, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire.

La population soutient plus que jamais la totalité des organisations syndicales professionnelles et de jeunesse qui s'oppose au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. Plus de 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, plus des 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

De nombreux experts se font entendre pour dénoncer l'injustice et la brutalité de cette réforme. Ils pointent des éléments justificatifs insuffisants, peu quantifiés voire erronés.

Une démocratie qui fonctionne se doit d'être à l'écoute de la position largement majoritaire de la population qui s'oppose à cette réforme. Face à un gouvernement toujours sourd, alors que l'examen du projet de loi a débuté hier à l'Assemblée nationale, les parlementaires doivent prendre leurs responsabilités en rejetant ce projet de loi.

L'intersyndicale appelle toute la population à manifester encore plus massivement le samedi 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette réforme. D'ici là, elle invite à interpeller les députés et sénateurs et à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

L'exécutif portera l'entière responsabilité des suites de ce mouvement social inédit par son ampleur et désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement doit retirer son projet sans attendre la fin du processus parlementaire.

L'intersyndicale annoncera le samedi 11 février les suites de cette mobilisation.

Paris le 7 février 2023